

La victoire nous a coûté cher. Lorsqu'on écrira l'histoire de cette époque, on verra que les souffrances que le monde endure présentement pour enfanter un nouvel ordre social et économique représentent une partie du coût de notre survivance,—il y aura aujourd'hui des changements dans la nature des choses et dans l'air.

Sur tous les continents, des peuples exploités et subjugués luttent pour leur liberté. Durant la récente guerre ces peuples ont combattu un peu par désir négatif de renverser le fascisme, mais aussi dans un but plus positif. J'aime à croire que ce but positif a trouvé son expression dans les paroles que citait cet après-midi le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Mackenzie), et qui se retrouvent dans la déclaration du parlement d'Ecosse en 1320:

Nous luttons non pour la gloire ni pour la richesse mais pour la liberté qu'un homme digne du nom n'abandonne qu'au prix de son sang.

Voilà des gens qui, il y a six cents ans, luttèrent en Ecosse contre l'opresseur étranger. L'Ecosse lutta pour revendiquer son droit de figurer au rang des nations. On discerne aujourd'hui de par le monde le même désir des nations de disposer d'elles-mêmes.

Au cours des siècles, la liberté a pris un sens plu étendu et chaque génération doit l'envisager à la lumière des circonstances du moment. Elle comporte d'année en année de nouveaux problèmes. Une fois de plus, le moment est venu pour nous de juger ce qu'il faut entendre par les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Des dizaines de milliers d'hommes ont combattu, durant la récente guerre, pour défendre non seulement cette liberté essentielle de parole et de conscience, mais quelque chose de plus. Le premier ministre (M. Mackenzie King) a dit au début de la guerre que, si l'ordre nouveau n'était pas inauguré bien avant la fin des hostilités, le monde l'espérerait en vain. Ceux qui ont fait la guerre souhaitent l'avènement de cet ordre. Ils l'ont faite avec cet esprit d'idéalisme fervent né du concept voulant que le siècle actuel soit celui de la jeunesse et qu'il n'existe pas, comme l'a affirmé le président Roosevelt en 1944, de véritable liberté sans l'indépendance et la sécurité économique. C'est ce pour quoi nous nous sommes battus. L'humanité envisage l'avenir avec une espérance mêlée de crainte.

Deux avenues s'ouvrent devant nous, et nous sommes libres de suivre l'une ou l'autre. L'une aboutit à des splendeurs inimaginables et l'autre aux ténèbres de la haine et du conflit; l'une assure le triomphe de l'esprit sur le fanatisme et la persécution de l'heure et qualifie de crimes contre l'humanité les [M. Stewart (Winnipeg-Nord).]

injustices raciales et l'intolérance religieuse, reconnaît à tout citoyen le droit inaliénable à la liberté de parole, abolit l'exploitation d'autrui à des fins personnelles et rend tout homme maître de ses pensées. Telle est la première avenue où nous pouvons nous engager.

L'autre mène à la désolation spirituelle à laquelle nous ont livrés nos ennemis. Le feld-maréchal Smuts nous a dit après la dernière guerre que l'humanité allait de l'avant. Peut-être n'avons-nous pas beaucoup avancé, mais après ce dernier holocauste, l'humanité battra de nouveau le pas, cette fois avec une décision plus ferme. Le levain de la liberté fermente dans tout l'univers. L'Europe prend le dessus sur la féodalité industrielle et agraire. La Chine s'affranchit de la servitude occidentale. L'Inde deviendra d'ici un an, j'espère, la nation qu'elle mérite d'être. Partout les coloniaux demandent l'émancipation tandis que les noirs insistent sur le même traitement que les blancs. Le monde est à se réorganiser et nous trahirions nos traditions si nous manquions de contribuer à le réorganiser sur la base des valeurs les plus durables, la liberté et le respect de la dignité humaine.

Où en sommes-nous au Canada? Nous sommes en face d'une situation où la complexité croissante de notre vie sociale et économique force l'Etat à s'immiscer dans de nouveaux domaines. En de telles circonstances, il est toujours à craindre qu'on ne porte gravement atteinte aux droits de la personne. Or, lorsque l'Etat se rend coupable de tels empiètements sur nos droits acquis, nous avons appris par expérience que les propriétaires et les administrateurs des grandes fortunes sont portés à suivre cet exemple. Il y a donc deux raisons qui poussent les gens à insister toujours davantage pour qu'on modifie la constitution de façon à sauvegarder nos libertés essentielles.

Nous sommes portés à oublier que la démocratie n'est pas la réalisation de vains souhaits et qu'on ne saurait la maintenir par la simple bonne volonté. Elle est l'œuvre d'une lutte incessante contre des puissances irresponsables, une lutte de tous les jours et de toutes les heures qui ne saurait être victorieuse sans un aiguillon de tous les instants. Il importe de susciter de nouvelles espérances et de nouveaux enthousiasmes. Nous arriverons sûrement à ce résultat en dotant la population canadienne d'une charte des droits. L'occasion s'offre à nous de dire à nos concitoyens que notre objectif, en tant que nation, est de déclarer sans réserve quels sont leurs droits.

Si important que cela paraisse, il est encore plus important de protéger ces droits. Les colons américains, après la déclaration d'in-